

RETOUR SUR ...

Villiers-le-Bel, 13 septembre 2018

**DE L'AIDE ALIMENTAIRE
AU DROIT A L'ALIMENTATION :
quelles collaborations locales ?**



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

sommaire

introduction	2
présentation des organisateurs	3
discours d'ouverture.....	4
insécurité et aide alimentaire en Île-de-France : cadrage, tendances actuelles et action publique / ARS Ile-de-France	6
comment garantir localement une alimentation de qualité et accessible à tous ? / Fabrique Territoires Santé	14
retours d'expériences.....	20
<i>VRAC : un groupement d'achats dans les quartiers politique de la ville de l'agglomération lyonnaise</i>	<i>20</i>
<i>L'épicerie sociale d'Ermont, ou l'enjeu de couvrir un besoin primaire tout en (ré-)accédant à un statut de consommateur-acteur.....</i>	<i>22</i>
<i>L'épicerie sociale et solidaire Le Bel Epi de Villiers-le-Bel, ou l'enjeu d'interconnaissance entre bénévoles et bénéficiaires.....</i>	<i>23</i>
<i>La Pastèque d'Argenteuil, d'une discosoupe à une association de lutte contre le gaspillage alimentaire et pour le réemploi.....</i>	<i>25</i>
<i>B.a-BA de Cergy, des projets « agri-culturels » à visée sociale et éducative.....</i>	<i>27</i>
conclusion	29
bibliographie	31



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

introduction

L'aide alimentaire fournit des denrées aux personnes les plus démunies. Mais dans la durée, comment peut-on garantir un accès pour tous à une alimentation saine ? Aujourd'hui, les personnes en situation de précarité sont plus exposées que les autres à une mauvaise alimentation et à ses conséquences sanitaires.

Le droit à l'alimentation, notamment reconnu dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, recouvre trois dimensions : la disponibilité, l'accessibilité et le caractère adéquat de l'alimentation, auxquelles s'ajoutent, depuis peu, une quatrième dimension : la durabilité. Dans cette perspective, il s'agit d'interroger les capacités des personnes à accéder, financièrement et géographiquement, à une alimentation saine et en quantité suffisante, mais aussi les conditions de la production alimentaire.

Pour aller plus loin que la distribution alimentaire d'urgence et envisager des réponses durables (dans le temps, socialement, économiquement et écologiquement), des acteurs repensent les formes de l'aide alimentaire et ses modes d'approvisionnement. Les circuits courts et de proximité peuvent constituer une nouvelle forme de solidarité ; et les stratégies d'action qui en découlent (accompagnement social, lutte contre le gaspillage) s'inscrivent dans une logique de valorisation, de respect et d'autonomie des personnes bénéficiaires et de leur environnement.

Retour sur une matinée thématique organisée à Villiers-le-Bel par le Pôle ressources Ville et développement social et Fabrique Territoires Santé le 13 septembre 2018, conviant les quelques 70 participants à prendre part à ces réflexions à partir des enseignements de la capitalisation réalisée à l'échelle nationale sur le sujet, augmentée de témoignages et de réflexions du et hors Val d'Oise.



RETOUR SUR...

—
DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

présentation des organisateurs

Fabrique Territoires Santé

L'association s'adresse à l'ensemble des démarches territorialisées de santé (ASV, CSL, CLSM,...) et aux porteurs de ces dynamiques dans les territoires, concernés par la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé, notamment sur les territoires politique de la ville. La capitalisation, l'information et la veille documentaire, l'organisation de rencontres et de temps de qualification des acteurs sont les outils qui lui permettent de mener à bien ses missions.

→ <http://www.fabrique-territoires-sante.org/>

Pôle ressources Ville et développement social

Le centre de ressources associatif politique de la ville du Val d'Oise poursuit quatre missions principales : la montée en compétences et mise en réseau des acteurs du développement territorial, l'appui/accompagnement des dynamiques émergentes ainsi que la capitalisation/diffusion de savoirs et expériences inspirantes.

→ <http://www.poleressources95.org>

Nous remercions le groupe des référents Atelier santé ville (ASV), contrat locaux de santé (CLS) et conseils locaux de santé mentale (CLSM) du réseau Pôle ressources qui a contribué à la construction en amont de cette matinée. Merci également à la Ville de Villiers-le-Bel et à l'ensemble des intervenants pour leur disponibilité et intérêt portés à l'initiative. Enfin, merci aux participants et réseaux locaux pour leur enthousiasme et implication le jour J.



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

discours d'ouverture

Rosa Maceira, adjointe au maire de Villiers-le-Bel, déléguée aux Affaires sociales, Santé et Handicap

Se nourrir est un verbe utilisé pour décrire une action quotidienne et vitale : celle d'absorber différents éléments comme de la viande, des fruits, des légumes afin de pourvoir au bon fonctionnement de ses besoins vitaux. Le droit à l'alimentation est reconnu depuis la Déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée en 1948. Virginia Henderson¹, « guide pour tous les soins infirmiers de la planète » dit que se nourrir est l'un des 14 besoins fondamentaux. Il vient en 2^{ème} position juste derrière celui de respirer. Selon le baromètre Ipsos-Secours populaire paru ce 11 septembre², 1 français sur 5 ne mange pas à sa faim. 1 français sur 5 !!!

À l'épicerie sociale "Le bel épi" gérée par le CCAS de Villiers-le Bel, en 2017 nous avons accueilli 346 familles ; ce qui fait 1870 bénéficiaires. Parmi ces bénéficiaires, 50 % sont des enfants dont 400 bébés. Le bel épi distribue environ 250 kilogrammes de fruits et légumes par semaine, soit 10 tonnes par an. Ces distributions de denrées alimentaires s'accompagnent de projets visant à inciter les bénéficiaires à cuisiner les produits de l'épicerie en respectant les conseils nutritionnels et l'équilibre alimentaire. Evidemment le rôle de l'épicerie ne se limite pas à nourrir ses bénéficiaires. Elle participe à créer du lien social indispensable au

¹ Virginia Henderson (1897-1996), infirmière américaine, est à l'origine du modèle des quatorze besoins fondamentaux. Elle a contribué par ses enseignements et son travail de référencement de tous les écrits infirmiers à développer la conception de la profession infirmière.

² Baromètre Ipsos-SFP 2018 <<http://www.secourspopulaire.fr/barometre-ipsos-sfp-2018>>



RETOUR SUR...

—
DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

maintien de l'équilibre des familles (communiquer, autre besoin fondamental). L'épicerie vous sera présentée lors des ateliers.

Pour poursuivre sur la nécessité de manger, nous avons instauré depuis plusieurs années un quotient familial pour les enfants qui fréquentent les cantines scolaires. Chaque enfant doit pouvoir prendre un repas consistant et équilibré par jour. D'ailleurs, nous avons noté une nette augmentation de la fréquentation des cantines scolaires et aujourd'hui la demande d'aide pour le paiement de la cantine est pratiquement nulle.

Le président de la République présente aujourd'hui son « plan pauvreté »³. Cette mesure très attendue par les plus démunis doit améliorer leurs conditions de vie. Je vous assure qu'elle est également très attendue par les travailleurs sociaux et les associations. Je pense que la lutte contre la pauvreté doit avant tout passer par l'insertion par le travail, l'éducation et la prise en compte des plus âgés. Sans cette prise en compte, tout ce que nous ferons dans le cadre de l'aide alimentaire, sur l'insertion, sur le décrochage scolaire, etc., ne sera qu'un pansement appliqué sur une plaie qui ne guérit pas.

³ Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté 2018, délégation interministérielle à la prévention et lutte contre la pauvreté, Ministère des solidarités et de la santé <<http://www.gouvernement.fr/action/strategie-de-prevention-et-de-lutte-contre-la-pauvrete>>



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

insécurité et aide alimentaire en Île-de- France : cadrage, tendances actuelles et action publique

**Dorra Belaïd, chargée de mission, ARS
DD Val d'Oise
& Laurence Perrin, référente nutrition,
ARS IDF**

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active »⁴. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, les individus sont considérés en situation d'insécurité alimentaire.

Le nouveau plan régional de santé 2018/2022 poursuit des objectifs complémentaires aux orientations nationales et recommandations issues des États généraux de l'alimentation portés par le gouvernement en 2017. L'agence régionale de santé (ARS) s'approprie progressivement la thématique de l'alimentation au sens large à l'échelle régionale. Les antennes départementales apprivoisent les enjeux locaux sous-jacents et s'en empareront plus fortement dès la rentrée 2019 sur les territoires.

⁴ Comité de la sécurité alimentaire, *S'entendre sur la terminologie*, Rome, 2012 (en ligne : <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/MD776F.pdf>)



RETOUR SUR...



DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

L'insécurité alimentaire en Ile-de-France

L'alimentation est un déterminant majeur de santé et représente un facteur de risque pour : les maladies cardiométaboliques (obésité, cancers, AVC, diabète, etc.), la malnutrition, la détresse psychologique (dépression, honte, anxiété, etc.), l'isolement social, l'incapacité, le décès.

L'obésité est un marqueur social particulièrement important, avec des disparités plus marquées pour les femmes que pour les hommes. Les femmes ayant un niveau d'études inférieur au baccalauréat ont ainsi 2 fois plus de risque d'être en surpoids ou obèses.

Chez les enfants, une mauvaise alimentation nuit au développement cognitif, mental et psychomoteur et affecte notamment les capacités de concentration en classe et affaiblit le système immunitaire.

Quelques chiffres

- > 15 % de la mortalité est attribuable à l'alimentation (contre 12,5 % au tabac)
- > 54 % des hommes et 44 % des femmes sont en surpoids ou obèses
- > 29 % des publics bénéficiaires de l'aide alimentaire sont obèses (contre 17 % dans la population générale)
- > 3,5 millions d'adultes en France sont en insécurité alimentaire, soit 12% de la population (6,3% à Paris)
- > 43% des familles en errance (SDF) sont en insécurité alimentaire - parmi lesquels on estime à 10% le taux d'enfants

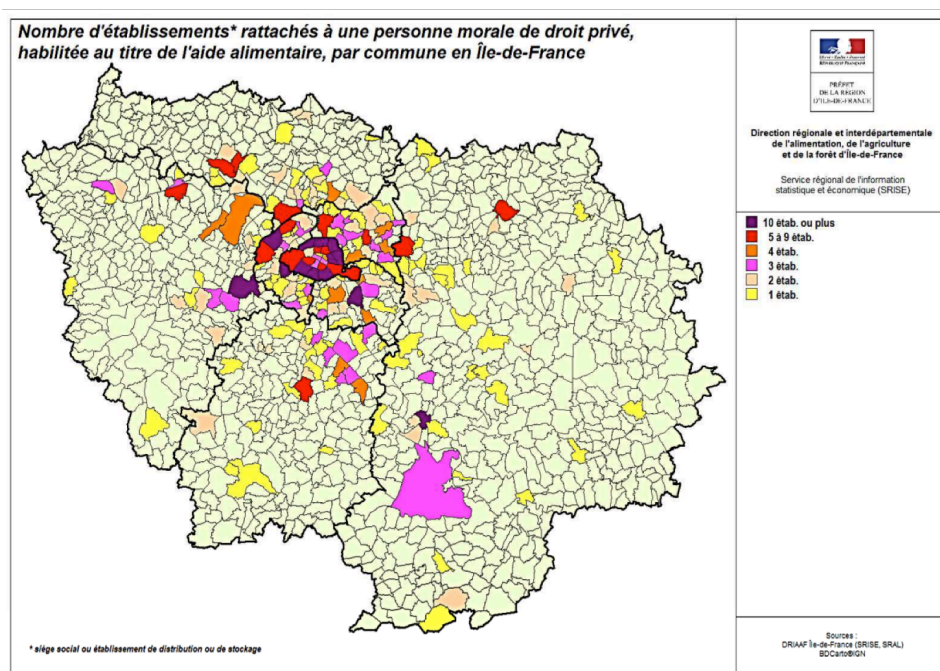
Sources : étude ESTEBAN 2014-2016, INCA 3 (étude individuelle sur les consommations alimentaires), étude ABENA 2011-2012 (Alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire)

RETOUR SUR...

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

L'aide alimentaire en Ile-de-France

Répartition des établissements d'aide alimentaire en IDF (carte DRIAAF 2018)



Cette carte représente le dénombrement régional des 680 établissements franciliens habilités pour l'aide alimentaire. Manquent les CCAS, portant notamment des épiceries sociales intéressantes également comme lieux d'actions santé, et deux réseaux nationaux qui n'ont pas communiqué leur représentation communale (Secours catholique et Secours populaire). En IDF, seules 222 communes (sur 1 276) abritent au moins un établissement d'aide alimentaire.

Actuellement, l'ARS travaille à superposer ces données d'aide alimentaire avec les territoires prioritaires d'IDF (IDH 2 bas / CLS / quartiers politique de la ville) pour croiser les lieux de distribution avec les cartographies franciliennes disponibles relatives au niveau de vie pour répondre au mieux aux besoins des publics bénéficiaires de l'aide alimentaire et faciliter la coordination entre les différentes structures d'aide alimentaire, les collectivités territoriales et l'éventuelle mutualisation de moyens humains et financiers. La mise à disposition publique de ces informations en fait partie.



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION

- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Regard du secteur de la santé sur l'aide alimentaire

On peut retenir trois constats principaux des retours d'expériences de lutte contre le gaspillage et de la redistribution alimentaire du territoire du Grand Paris dans le cadre des Etats généraux de l'alimentation (EGA) :

- Une complexité de l'offre alimentaire ;
- Une adéquation partielle aux besoins ;
- Une coordination limitée des associations d'aide alimentaire entre elles et avec les autres acteurs de l'alimentation.

De ces constats, plusieurs répercussions en chaînes peuvent être identifiées :

- Des freins à l'accès à l'offre pour les personnes au regard de sa complexité ;
- Le non-recours aux services alimentaires des publics « invisibles » ;
- Le manque de lien pour un accompagnement global entre aide alimentaire, accès aux droits/soins & acteurs de santé ;
- Le manque de lien entre aide alimentaire et stratégie territoriale de l'alimentation ;
- La faible adéquation de l'approche caritative pour l'instant avec celle d'une santé communautaire favorisant la participation, le rôle d'acteur des bénéficiaires.

Les liens entre les politiques publiques de santé et les politiques d'aide alimentaire

RETOUR SUR...

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Des actualités convergentes permettant une mise en cohérence des stratégies



2017

Développement du partenariat ARS – DRIAAF

- > Mise en cohérence des déclinaisons régionales du PNA régi par le ministère de l'agriculture avec le PNNS régi par le ministère des solidarités et de la santé
- > Implication croissante de l'ARS auprès de l'aide alimentaire : groupes de travail ouverts (gaspillage, *Alim'hôtel*, copil de suivis de projets), campagne DRIAAF-DRIHL d'habilitation des structures et associations d'aides alimentaire

Juillet-décembre
États généraux de l'alimentation

2018

Plan Régional de Santé 2018/ 2022 - Axe 5 "la Santé dans les politiques publiques"

Faciliter l'accès à une alimentation favorable à la santé :

- Améliorer l'accès aux dispositifs d'aide alimentaire ;
- Développer des stratégies alternatives et complémentaires à l'aide alimentaire (caritatif vs Promotion Santé) ;
- Inscrire l'insécurité alimentaire à l'agenda politique ;
- Promouvoir l'accès à la restauration scolaire.

12 septembre
Avis du CNA sur l'alimentation favorable à la santé

Sa définition va au-delà d'une vision sanitaire ou nutritionnelle de l'alimentation, en englobant notamment les enjeux environnementaux et sociaux.

Projet « Alim'activ »

Impulsé par l'ANSA dans le cadre du PNA, co-piloté au niveau régional par la DRIAAF et l'ARS, ce projet a pour objectifs de :

- qualifier l'aide alimentaire et ses instances de coordination en IDF et proposer des recommandations ;
- aider à la décision et définition d'une stratégie régionale alimentaire (pour mieux coordonner parcours de santé, orientations de santé et aide alimentaire).

2 octobre
Adoption de la loi EGALIM

Appel à initiatives

> pour soutenir les actions favorisant l'accès à une meilleure alimentation via la restauration collective, le Nutriscore et l'aide alimentaire

2019

? 2^e semestre

- Adoption du 4^e PNNS, intégrant un objectif de lutte contre la précarité alimentaire
- Nouvel appel à projets du PNA

RETOUR SUR...

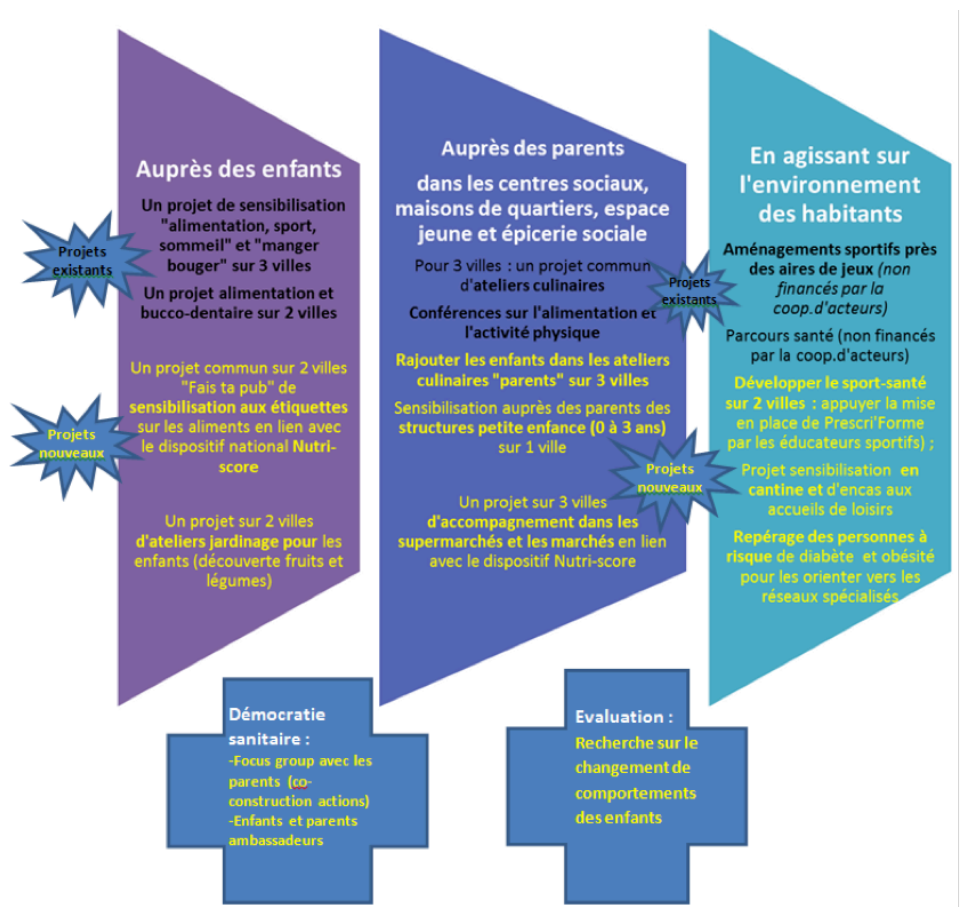
DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Les dispositifs complémentaires au niveau local

La coopérative d'acteurs nutrition 95

Une coopérative d'acteurs est une intervention en promotion de la santé, s'inscrivant dans la prise en charge globale de la personne, incluant l'accès aux soins, animée et coordonnée par la DD ARS et co-construite avec un nombre diversifié d'acteurs, et notamment les habitants, en réponse aux besoins de santé identifiés. La coopérative d'acteurs permet la structuration du maillage dans un territoire de proximité et en intercommunalité afin d'agir sur les déterminants favorables à la réduction des inégalités de santé.

Exemple de la coopérative d'acteurs nutrition du Val d'Oise Est



RETOUR SUR...

—
DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Les Villes actives du PNNS

La charte « Ville active du PNNS » vise à mobiliser les collectivités sur l'importance de la nutrition comme déterminant de santé et à agir sur l'environnement des habitants en créant des milieux favorables au développement d'une alimentation favorable à la santé. S'inscrivant dans la stratégie nationale de santé, la charte a une durée de validité de cinq ans renouvelable.



Objectifs :

- Développer des actions locales cohérentes avec le cadre national du PNNS et lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé, sur la base de démarches volontaires exprimées par les collectivités et élus locaux ;
- Encourager et valoriser les innovations sur la thématique Nutrition sur les territoires (exemples : développer les partenariats entre restauration collective et aide alimentaire, développer l'information et la sensibilisation sur la qualité nutritionnelle via Nutri-Score®) ;
- Inclure les actions Nutrition dans les CLS et/ou contrats de ville...



Engagements des villes actives du PNNS

- Mettre en œuvre, chaque année un nombre d'actions conformes au PNNS, en fonction de la taille de la collectivité territoriale, sur quatre domaines d'intervention :

4 domaines d'intervention	Taille CT Nb d'habitants	Nb d'actions	Nb de domaines	Evaluation
Information / communication	< 4 000	Au - 1	Au - 1	Fortement recommandée
Education pour la santé	De 4 000 à 20 000	Au - 2	Au - 2	
Formation	De 20 000 à 75 000	Au - 3	Au - 3	Obligatoire
Aménagement du territoire	> 75 000	Au - 4	Au - 4	

- Nommer un référent « actions municipales PNNS » en charge et légitime, pour initier, suivre et coordonner les actions ;



RETOUR SUR...



DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

- Utiliser exclusivement les repères nutritionnels et recommandations issues des référentiels PNNS pour les actions de promotion de la nutrition ;
- Afficher le logo « ville active du PNNS » sur les actions menées ;
- Rendre compte annuellement à l'ARS des actions mises en œuvre.

Toutes les villes peuvent valoriser leurs actions Nutrition via une charte « Ville active du PNNS ». Dans le Val d'Oise, 10 collectivités territoriales ont signé une charte PNNS avant 2012 et sont, si elles le souhaitent, invitées à renouveler leur demande : Eragny, Bouffémont, Saint-Gratien, Saint-Prix, Gonesse, Villiers-le-Bel, Cormeilles-en-Parisis, Franconville, St Leu la Forêt, L'Isle-Adam.

Les villes en CLS, ou qui souhaitent contractualiser avec l'ARS dans le cadre d'un CLS, peuvent également valoriser leurs actions Nutrition par la charte.

Les guides sont disponibles auprès du référent Nutrition de l'ARS ou sur le site : <http://solidarites-sante.gouv.fr/prevention-en-sante/preserver-sa-sante/le-programme-national-nutrition-sante/article/les-villes-actives-du-pnns>.



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

comment garantir localement une alimentation de qualité et accessible à tous ?

**Clémentine Motard, chargée de projets,
Fabrique Territoires Santé**

Fabrique Territoires Santé a réalisé une capitalisation « Alimentation et territoires » en 2017 auprès des porteurs et partenaires de dynamiques territoriales de santé, autour de la problématique de l'accessibilité de tous à une alimentation saine et de qualité. Ce recueil d'actions a permis d'identifier les leviers d'actions que peuvent mobiliser les acteurs locaux et particulièrement les collectivités.

L'alimentation : un enjeu de santé publique marqueur d'inégalités sociales

Comme l'a montré la présentation précédente de l'ARS, l'alimentation est un enjeu majeur de santé publique et un marqueur des inégalités sociales et territoriales de santé. En santé publique, ces enjeux sont abordés à travers la notion de nutrition (qui couple alimentation et activité physique) : dans la lignée du Programme national nutrition santé (PNNS), les actions misent sur la diffusion des messages nutritionnels et la transmission de « bonnes » pratiques alimentaires. Ainsi, la majorité des CLS et ASV développent un volet « nutrition »/« alimentation favorable à la santé », où la stratégie privilégiée est l'éducation nutritionnelle à travers l'organisation d'ateliers cuisine.

RETOUR SUR...

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Cependant, dans une perspective de promotion de la santé, cette approche est insuffisante et a montré ses limites. Les choix alimentaires relèvent de déterminants complexes, parmi lesquels l'accessibilité (financière et physique) à des produits de qualité.

Aujourd'hui, 12 % des adultes français n'ont pas accès à une alimentation saine et équilibrée en quantité suffisante⁵. Le récent baromètre sur la pauvreté du Secours populaire propose un focus sur la précarité alimentaire, où il a identifié que 21 % des Français avaient des difficultés à faire trois repas par jour⁶.

L'aide alimentaire sous forme de distribution : une réponse insuffisante

Face à cette précarité alimentaire grandissante (le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire auprès des quatre associations caritatives têtes-de-réseau⁷ a augmenté de 70% en sept ans), les systèmes d'aide alimentaire (distributions organisées par des associations caritatives, ou épiceries sociales et solidaires) ne sont plus satisfaisants. Pour reprendre le titre d'un article de Dominique Paturel (chercheuse à l'INRA – Institut national de recherche agronomique), il est nécessaire d'« aller au-delà de l'aide alimentaire »⁸.

D'une part, l'aide alimentaire n'est pas toujours satisfaisante d'un point de vue nutritionnel. D'autre part, elle peut être mal vécue par les usagers, comme l'a montré l'étude « Se nourrir quand on est pauvre » d'ATD Quart Monde⁹. Enfin, les causes de l'insécurité alimentaire ne sont pas traitées. L'accès à une offre alimentaire de qualité est un enjeu essentiel de santé publique, qui dépasse l'aide alimentaire en tant que réponse à des situations d'urgence.

⁵ Source : étude INCA 3 (<http://www.anses.fr/fr/system/files/PRES2017DPA04.pdf>)

⁶ Source : Baromètre IPSOS-SPF 2018 (<http://www.secourspopulaire.fr/barometre-ipsos-spf-2018>)

⁷ Restos du Cœur, Secours populaire, Croix Rouge et Fédération des banques alimentaires

⁸ Dominique Paturel, *Pourquoi faut-il aller au-delà de l'aide alimentaire ?*, European Anti Poverty Network France (http://www.academia.edu/14850403/Pourquoi_faut-il_aller_plus_loin_que_laide_alimentaire)

⁹ ATD Quart Monde, *Se nourrir lorsqu'on est pauvre. Analyse et ressenti de personnes en situation de précarité*, 2014 (<http://www.atd-quartmonde.fr/wp-content/uploads/2016/07/Se-nourrir-lorsquon-est-pauvre.pdf>)

RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Le droit à l'alimentation est reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et dans plusieurs conventions internationales. Pour Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, cela désigne « le droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers, à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur »¹⁰.

Il recouvre quatre dimensions : la disponibilité, l'accessibilité, le caractère adéquat de l'alimentation et sa durabilité. Si l'on repose les termes du problème de la précarité alimentaire dans la perspective du droit à l'alimentation, cela amène à se poser deux principales questions :

- Est-ce que les personnes sont en capacité d'accéder, financièrement et géographiquement, à une alimentation saine et en quantité suffisante ?
- Dans quelles conditions sont produites les denrées alimentaires ?

Il faut alors réinventer les formes de l'aide alimentaire, en particulier ses modes d'approvisionnement, et construire un accompagnement global des personnes.

Les leviers d'actions locaux

L'alimentation implique un système territorial avec de nombreux acteurs émaillant la chaîne alimentaire : agriculteurs, transformateurs, distributeurs, industriels, associations, citoyens, collectivités, ... Elle concerne de nombreux enjeux territoriaux : l'économie locale, la qualité de vie, le transport, la santé, la cohésion sociale, ... autant d'enjeux qu'il reviendra aux élus locaux de prioriser et d'articuler.

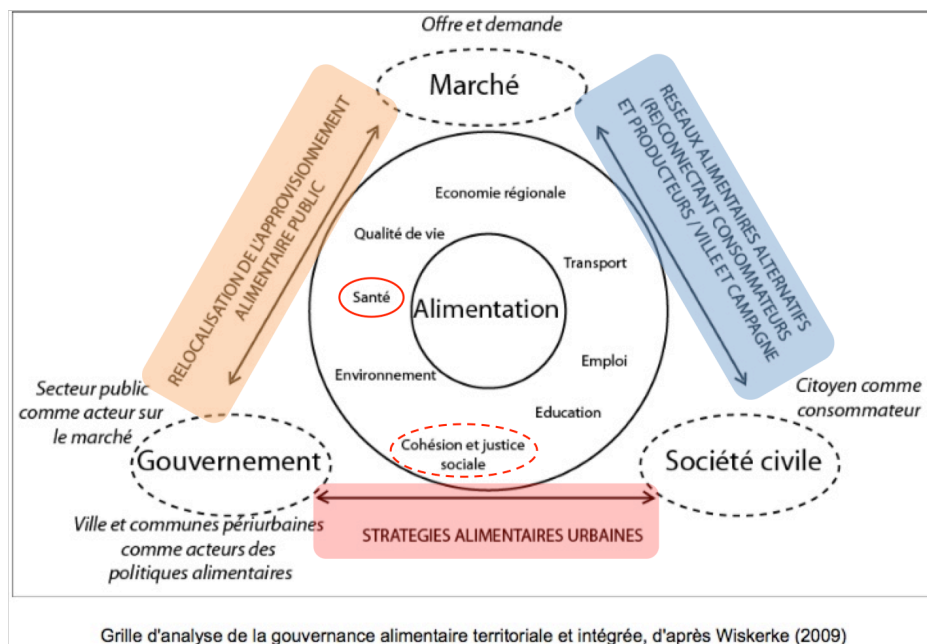
En s'appuyant sur la grille d'analyse de la gouvernance alimentaire territoriale de Wiskerke, trois principaux leviers sont identifiables :

- relocaliser l'approvisionnement alimentaire public ;
- soutenir des réseaux alimentaires alternatifs, permettant de reconnecter consommateurs et producteurs ;
- construire une stratégie alimentaire locale.

¹⁰ Source : <http://www.srfood.org/fr/droit-a-l-alimentation>

RETOUR SUR...

—
DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)



Trois exemples pour illustrer ces pistes (plus de détails sur le site de Fabrique Territoires Santé) :

Relocaliser l'approvisionnement alimentaire public : l'exemple de Loon-Plage

À Loon-Plage (Nord), une réflexion a été menée sur la restauration scolaire, dont le nombre d'inscrits était faible. Pour améliorer la qualité des repas, l'approvisionnement et les pratiques ont été repensés. En s'appuyant sur la production locale, le CCAS a aussi modifié son aide alimentaire, en mettant en place des « paniers solidaires », ce qui a permis de développer un accompagnement dans la durée des personnes demandeuses d'une aide alimentaire. Ces nouveaux « débouchés » (restauration collective, paniers solidaires) ont encouragé la création de terres agricoles, en partenariat avec une association porteuse de jardins d'insertion sous l'égide des Jardins de Cocagne.



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Soutenir des réseaux alimentaires alternatifs : l'exemple des Restos du Cœur de l'Hérault

Dans le département de l'Hérault, les Restos du Cœur ont mené une expérimentation afin d'approvisionner leurs 20 000 bénéficiaires en fruits et légumes locaux. Les produits proposés étaient donc plus frais, le gaspillage a été réduit et les bénéficiaires ont eu un sentiment d'appartenance à un projet local. De plus, les producteurs locaux y ont trouvé un nouveau marché.

Construire une stratégie alimentaire locale : l'exemple de Bordeaux métropole

Bordeaux métropole (Gironde) est une des premières collectivités françaises à lancer un Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable fin 2017. Alertées par la disparition de la ceinture verte nourricière de l'aire urbaine et une autonomie alimentaire réduite à une journée, la ville, puis la métropole ont souhaité développer une gouvernance alimentaire à l'échelle locale. Le conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable a vocation à être un espace de réflexion sur la stratégie territoriale. Quatre commissions thématiques se réuniront régulièrement sur les enjeux suivants : renforcer la capacité agricole alimentaire du territoire, relocaliser les filières et encourager les circuits courts et de proximité, permettre à tous d'exercer son choix d'une alimentation durable et de qualité, lutter contre le gaspillage alimentaire.

Au niveau national, le Programme national pour l'alimentation (PNA) a pour objectif de développer l'agriculture locale et d'améliorer la qualité de l'alimentation. Il encourage ce type de démarches territoriales à travers un appel à projets annuel finançant des projets alimentaires territoriaux (PAT)¹¹.

En conclusion, il s'agit aujourd'hui d'intégrer la question de l'aide alimentaire dans une réflexion et une approche plus vaste, en pensant aux

¹¹ En savoir plus : <<http://agriculture.gouv.fr/faire-reconnaitre-un-projet-alimentaire-territorial>>



Pôle Ressources
Ville et développement social

RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

conditions de vie des personnes et à des solutions plus pérennes pour permettre l'accès à une alimentation diversifiée et en quantité suffisante.

➔ Consulter le Dossier ressources et les Inspir'actions « Alimentation et territoires » :
<http://www.fabrique-territoires-sante.org/capitalisation/dossiers-ressources/alimentation-et-territoires>

RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

retours d'expériences

Les territoires foisonnent d'initiatives, tant en matière d'aide alimentaire, de circuits courts et de proximité, que d'éducation au « bien manger » et de lutte contre le gaspillage. Les liens et rapprochements entre secteurs d'activités, professionnels, bénéficiaires et bénévoles se développent, permettant d'associer plus fortement et ouvertement accès à l'alimentation, accompagnement social et promotion de la santé. Illustration des processus locaux à l'œuvre au travers d'un témoignage extérieur et quatre témoignages du Val d'Oise.

VRAC : un groupement d'achats dans les quartiers politique de la ville de l'agglomération lyonnaise

Boris Tavernier, directeur et fondateur de l'association

Boris Tavernier travaille depuis 15 ans dans le milieu de l'alimentation. Après l'ouverture d'un concept-bar-restaurant-salle de spectacle à Lyon, lui est venue l'idée de VRAC en 2013, afin de démocratiser les bons produits et toucher un public qui n'est pas déjà sensibilisé.

Dans les quartiers prioritaires, bien souvent, en matière d'alimentation, c'est la double peine : les habitants ont peu de ressources financières et il y a peu ou pas d'offres. Par exemple, dans le quartier Le Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin, il n'y a qu'un Leader Price et aucun producteur n'est présent sur le marché, pour 10 000 habitants.

VRAC est né d'un échange avec le bailleur social Est Métropole Habitat et la Fondation Abbé Pierre. L'idée est de donner le choix aux habitants



RETOUR SUR...

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

en matière d'alimentation, en groupant les commandes, réduisant les intermédiaires et favorisant les circuits courts.

Pour proposer une offre différente et permettre aux habitants des quartiers de se nourrir sainement, un travail de terrain a été engagé : rencontres de structures comme les centres sociaux œuvrant sur le territoire, mobilisation de partenaires, recherche de fournisseurs, etc. Des dégustations des produits locaux et biologiques sont organisés en pied d'immeubles afin de faire connaître le projet et rencontrer les habitants : ce temps convivial permet d'engager la discussion sur les prix et l'accessibilité de ces produits.

Une centaine de références, principalement des produits secs (farine, légumineuses, huile d'olive, miels, etc.), sont proposés à l'achat. Les produits frais sont plus rares, puisque le stockage et la conservation posent des difficultés particulières. Tous les produits viennent de producteurs locaux respectant les principes d'une agriculture bio.

Dans l'agglomération lyonnaise, VRAC est implanté dans 13 quartiers, dont 10 politique de la ville. Une fois par mois, les adhérents commandent (ni montant minimum d'achat requis, ni engagement dans la durée) par mail ou lors de permanences réalisées dans les centres sociaux. Pour les habitants des quartiers prioritaires, le prix est coutant ; pour les autres (dont la part est limitée à 30 % des adhérents), le prix

coutant est augmenté de 10 %. Parmi les points de distribution, la moitié sont autonomes, c'est-à-dire que ce sont des habitants-adhérents qui gèrent les commandes et la distribution mensuelle.



L'association organise régulièrement des événements autour de l'alimentation : visites chez des producteurs, ateliers de cuisine, concours de cuisine, etc. Le

discours n'est pas normatif : il ne s'agit pas de venir dire aux personnes ce qu'il faut manger, mais de les accompagner à retrouver du plaisir et être acteur de leur alimentation.

Aujourd'hui, le modèle de l'association essaime : il s'est développé à Strasbourg, Bordeaux, Toulouse et Paris. Des pistes sont étudiées à Montreuil ou encore à Grigny. Chaque association est indépendante et souscrit à une charte de valeurs communes.

➔ En savoir plus : <http://vrac-asso.org/>

RETOUR SUR...

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

L'épicerie sociale d'Ermont, ou l'enjeu de couvrir un besoin primaire tout en (ré-)accédant à un statut de consommateur-acteur

Jean-Jacques Perrault, président de l'association

Ouverte 3 demi-journées par semaine, l'épicerie accueille jusqu'à 120 « clients-bénéficiaires » par semaine. Contrairement à l'aide alimentaire dite « classique » - qui permet d'obtenir des denrées sous forme de colis ou en contrepartie de bons -, ici, les personnes choisissent des produits de consommation courante en libre-service, contre une participation financière de 10 % : « *C'est une question de dignité, d'honneur et de symbole* ».

L'épicerie est animée par une équipe d'une quarantaine de bénévoles qui se relaient de 1 demi-journée à 3 jours par semaine. L'activité demande une coordination et des compétences diverses : de gestion (manipulation de la caisse, gestion des stocks), sociales (accueil des nouveaux clients, explication des instructions, orientation dans les rayons), techniques (manutention, enlèvement dans les grandes surfaces, transport de marchandises, etc.).



Bien qu'il ne reste que très peu de temps pour développer des activités annexes une fois ces missions accomplies, l'association s'y exerce au gré des envies, propositions et occasions qui se présentent. La dernière en date : la mise en place d'ateliers « cuisine » par une diététicienne, avec pour vocation de créer du lien social, dispenser des conseils budgétaires et nutritionnels pour manger moins cher et plus diversifié tout en réintroduisant la notion de plaisir dans les repas. Si les intérêts escomptés ne sont pas encore totalement remplis - mobilisation difficile des usagers en nombre et dans le temps -, plusieurs pistes d'améliorations devraient contribuer à répondre aux défis identifiés : créer des ponts entre les usagers et les bénévoles, travailler par la démonstration des usagers pour



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

leur donner envie, encourager davantage les anciens usagers à s'investir ponctuellement mais dans le temps.

Enfin, afin de tendre vers un modèle prônant l'insertion durable des populations défavorisées autour d'une alimentation de qualité pour tous, a également été évoqué l'importance de développer ces activités annexes de façon complémentaire avec les autres structures du territoire œuvrant au lien social/développement local, soutien à la parentalité, etc. telles que les maisons de quartiers, centres sociaux - susceptibles de toucher les mêmes publics. Des partenariats avec les professionnels locaux de l'alimentation (producteurs, restaurateurs, traiteurs, etc.) en tant que fournisseur et/ou animateur peuvent être aussi fédérateurs et gage de réussite du rapprochement entre la thématique du droit à l'alimentation et celle de l'aide alimentaire.

L'épicerie sociale et solidaire Le Bel Epi de Villiers-le-Bel, ou l'enjeu d'interconnaissance entre bénévoles et bénéficiaires

Ligia Bolivar & Émilie Prévost, chargées de
projets et d'animation à l'association La Case

À Villiers-le-Bel, l'épicerie sociale Le Bel Epi existe depuis 11 ans et gérée par le CCAS. Elle est ouverte aux personnes orientées par le CCAS qui sont en attente de droits, pendant une durée de 4 semaines renouvelable. Trois distributions par semaine sont organisées et gérées par des bénévoles. Une participation de 1 ou 2€ peut être demandée par semaine selon les familles.

Constatant le manque de connaissances et de relations entre les bénévoles d'une part, et entre bénévoles et bénéficiaires, l'idée a germé de créer un espace de concertation et un projet commun, avec le soutien de l'association d'éducation populaire La Case.

Créée il y a 25 ans, la Case est un centre de documentation, d'animation et de formation sur la solidarité internationale et le développement durable. Elle a accompagné l'épicerie sociale dans la création d'ateliers où se sont mêlés bénéficiaires et bénévoles, dans le but de créer une cohésion d'équipe et d'échanger sur les représentations de chacun sur les raisons d'être de l'épicerie sociale. Suite à des premiers temps d'échange, deux axes d'action ont été décidés collectivement :

RETOUR SUR...

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

- la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- le vivre ensemble.

Les ateliers ont été l'occasion d'un travail en commun entre bénévoles et bénéficiaires sans différence de statut. Il a permis au groupe de mieux se connaître et d'engager des réflexions sur le fonctionnement de l'épicerie et les améliorations à apporter (ainsi, l'accueil a été modifié pour accorder plus de confidentialité). Un livret et une exposition ont été conçus pour présenter et valoriser l'épicerie.



➔ Parcourir l'exposition et le livret La « Bel » Solidarité :
<http://www.lacase.org/spip.php?article864>



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Sur le plan national, l'Association Nationale de Développement des Épiceries Solidaires (ANDES) anime le réseau des épiceries solidaires adhérentes et promeut leur développement. Le programme Uniterres¹², développé par cette dernière en Nouvelle Aquitaine, promeut les circuits courts entre des maraîchers et arboriculteurs de proximité et les épiceries solidaires. Ce projet démontre qu'il est possible de permettre sur chaque territoire un approvisionnement en fruits et légumes frais, locaux et de saison.

La Pastèque d'Argenteuil, d'une discosoupe à une association de lutte contre le gaspillage alimentaire et pour le réemploi

Laëtitia Prodo, co-fondatrice de l'association

L'association La Pastèque est née d'une initiative d'habitants d'Argenteuil unis autour d'une cause commune : la lutte contre le gaspillage alimentaire. En octobre 2014 à la maison de quartier du centre-ville, un petit groupe d'habitants se fédère pour organiser un événement festif autour de la thématique de l'alimentation. Certains d'entre eux ont entendu parler de « discosoupe » et se disent « et si on faisait une discosoupe à Argenteuil ? ».

Une discosoupe, qu'est-ce que c'est ? C'est d'abord un événement festif et collaboratif de sensibilisation au gaspillage alimentaire. Concrètement, un espace cuisine est installé dans des lieux accessibles à tou.te.s et chacun est amené à venir éplucher, découper et cuisiner des fruits et légumes récupérés pour l'occasion auprès de commerçants ou en fin de marchés. Les plats cuisinés – souvent des soupes – sont ensuite distribués gratuitement ou à prix libre. Ce n'est pas une soupe populaire mais bien l'envie de sensibiliser au gaspillage alimentaire de manière festive, en s'affranchissant des discours moralisateurs. Discosoupe est aussi une association nationale, entièrement composée de bénévoles, qui se

¹² En savoir plus sur le programme Uniterres : <http://andes-france.com/nos-actions/uniterres/quest-ce-que-le-programme-uniterres/>

RETOUR SUR...

—
DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

structure en groupes locaux, apporte son soutien à l'essaimage de nouveaux groupes et mène un travail de plaidoyer sur la question du gaspillage alimentaire en France.

À Argenteuil durant tout le mois d'octobre 2014, le collectif organise donc l'événement, accompagné dans sa démarche par l'équipe de la maison de quartier. Le groupe est composé d'habitants de différents quartiers de la ville et de catégories socio-professionnelles différentes : des actifs, des personnes en recherche d'emploi, des mères au foyer, une retraitée. Pour financer l'événement, le collectif sollicite le Fonds de participation des habitants¹³ pour financer une formation à l'organisation d'une discosoupe dispensée par Antoine Delaunay, fondateur de Discosoupe, ainsi que l'achat de matériel pour l'événement (une enveloppe de 600 € leur est accordée).

La première Discosoupe à Argenteuil a lieu le 1^{er} novembre 2014 et a réuni près d'une centaine de personnes. Animés par l'envie d'aller à la rencontre d'autres habitants et de diffuser une parole « antigaspi », une partie du groupe a continué pendant l'année 2015 à organiser d'autres événements discosoupe. L'idée du collectif n'est pas de venir poser ses marmites dans un quartier le temps d'un événement mais d'apprendre aux habitants de ces quartiers à organiser leurs propres discosoupes, de leur montrer qu'il n'est pas si difficile d'organiser un événement de quartier de ce type. Pour cela, un travail en lien avec les structures locales se met en place (centres sociaux, associations) afin de mobiliser les habitants.



La création d'une association a ensuite été envisagée afin de structurer le collectif. Le projet associatif a été construit par Hélène Verdier et Laetitia Prodo ; l'association La Pastèque a officiellement été créée en janvier 2016. A travers cette structure associative, les fondatrices souhaitent proposer un espace d'actions autour de la lutte contre

le gaspillage sous toutes ses formes : un espace physique ancré sur le territoire sous la forme d'un café associatif (encore au stade de projet à l'heure actuelle), mais également un cadre pour des porteurs de projets,

¹³Le fonds de participation des habitants (FPH) est un dispositif créé à la fin des années 1990 pour apporter un soutien financier à des projets portés par et pour les habitants à l'échelle des quartiers.



RETOUR SUR...

—
DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

des habitants qui souhaitent créer des activités en faveur de la réduction des déchets. Le travail en partenariat avec les structures existantes sur le territoire (centres sociaux, CCAS, associations, etc.), notamment celles proposant une aide alimentaire, même s'il n'est pas évident, est indispensable pour mobiliser les habitants et leur proposer des actions cohérentes et complémentaires.

→ En savoir plus : <http://www.lapasteque.net/>

B.a-BA de Cergy, des projets « agri-culturels » à visée sociale et éducative

Emilie Beinchet, coordinatrice et animatrice de l'association

Créé en 2004, l'association b.a-BA a vu le jour suite au constat suivant : les habitudes alimentaires, bonnes ou mauvaises, se prennent dès l'enfance et l'adolescence. La fin du XX^{ème} siècle et le début du XXI^{ème} sont marqués par le développement des fast-food et l'extension de la malbouffe. Dans les quartiers et chez les populations les plus défavorisées, la grande distribution règne en hégémonie - étendard de la consommation de masse - elle représente le premier circuit d'acheminement alimentaire des foyers. Or, de nombreux problèmes de santé publique trouvent leurs origines dans une mauvaise alimentation, quand par ailleurs la nature et le lien à la production agricole disparaissent de notre paysage quotidien.

C'est pour toutes ces raisons que l'association impulse des projets « agri-culturels » à taille humaine, à visée sociale et éducative, tout en intégrant les dimensions culturelles, artistiques, environnementales et/ou agricoles. Ces ambitions se concrétisent sur le terrain au travers principalement de deux volets : la mallette pédagogique Alimentation et l'accompagnement à la création et à l'animation des jardins partagés.

La mallette Alimentation, « *parce que bien connaître les besoins alimentaires et les règles essentielles permettent d'acquérir une bonne pratique alimentaire pour la vie... que quand je me nourris bien, je respecte mon corps et parce que quand je mange bien, je respecte aussi mon environnement* » : cette mallette s'adresse à toutes les personnes souhaitant initier, porter et mettre en place des actions pédagogiques à destination des enfants et des jeunes sur l'alimentation durable (lecture des étiquettes, saisonnalité, apport nutritifs, modes de production et impacts, consom'acteurs de demain etc.). Développée dans plus de 30 structures, principalement via des

RETOUR SUR...

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

partenariats tissés entre les services santé, écoles et centres sociaux du territoire, l'association vient sur demande.

L'accompagnement à la création et à l'animation de jardins partagés : à partir d'un diagnostic construit avec les habitants, l'association propose des scénarii d'installation pour intégrer le mieux possible le jardin à son environnement et en accord avec les usages des espaces choisis déjà existants des habitants (notamment des usages des plus jeunes). Autour d'un collectif composé de 5 à 20 personnes, il est question d'entretenir la fertilité des sols, mettre en place des systèmes de compostage, de sélectionner les espèces à planter et d'apprendre à les entretenir, de produire des semences, et bien sûr définir les rôles et répartir les tâches d'entretien de chacun... Tout cela dans une approche 100 % écologique et inclusive.



Il semble difficile que les jardins deviennent véritablement nourriciers, étant donné

les surfaces disponibles et les accès à l'eau, mais ils ont pour vertu de reconnecter les habitants au vivant, de les re-mettre en lien entre eux autour d'un projet fédérateur et intergénérationnel, de valoriser des savoirs-faire et des connaissances individuelles.

À compter du printemps 2019, l'association proposera un cycle destiné aux professionnels pour leur permettre de créer leurs projets de jardins – pédagogiques, partagés, familiaux, d'insertion... Y sera transmis une méthodologie préalable à toute mise en place et ainsi qu'une sensibilisation en jardinage écologique (agroécologie et permaculture).

➔ En savoir plus : <http://associationbaba.fr>



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

conclusion

Professionnels de santé et thématique Alimentation & territoires : des liens en construction

Sur les six domaines étudiés dans la capitalisation « Alimentation et territoires » de Fabrique Territoires Santé, deux d'entre eux, l'aide alimentaire et la restauration collective, ont été identifiés par les coordinatrices ASV et CLS du Val d'Oise comme des sujets retenant particulièrement leur attention. Plusieurs de ces professionnelles sont par ailleurs directement rattachées à des directions ayant en charge les affaires sociales, ce qui, très certainement, facilite les articulations et le développement de projets autour de l'action sociale et de la nutrition.

Pourtant, la restauration collective, enjeu majeur, ne relève pas en premier chef de leur mission directe ou de celle de leur direction. Pour les autres thématiques, les questions de légitimité, disponibilité, acculturation et priorité politique sont avancées. En effet, les circuits courts et de proximité relèvent plus généralement des services en charge de l'économie sociale et solidaire, l'agriculture urbaine de l'environnement, les jardins partagés des services en charge du cadre de vie ou de la gestion urbaine et sociale et proximité. Les sujets structurants, PAT et gouvernance alimentaire, sont quant à eux peu investis par les collectivités concernées faute d'ambition politique affirmée en la matière.

Les enjeux de décloisonnement des politiques publiques locales et de sensibilisation pour amener à un volontarisme politique se posent donc manifestement.

Aide alimentaire et droit à l'alimentation : des pistes de convergence

Les structures historiques de l'aide alimentaire ont une activité qui repose bien souvent sur des équipes projets constituées pour tout ou partie de bénévoles qui s'affairent à des tâches de gestion et de fonctionnement quotidien bien précises (manutention, distribution, permanence...). Par ailleurs, dans le domaine de l'aide alimentaire, la dimension primaire (et donc imminente) des usagers de se nourrir, relève bien souvent du registre de la gestion de l'urgence, voire de crise. Associer cette réalité, marquée par le temps court, au développement d'une pédagogie spécifique au bien-manger et au droit à l'alimentation, relevant du temps long, constitue un réel défi. Cette question de temporalité rend



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

également difficile l'exercice de plaidoyer nécessaire auprès de l'ensemble des parties prenantes à impliquer, qui va de la société civile aux institutions publiques.

Si le temps et les moyens impartis sont modestes, trois leviers principaux ressortent :

- encourager une plus grande qualité et variété des produits proposés par le biais de dons et partenariats avec des producteurs locaux ;
- inscrire son action et l'accompagnement des usagers en complémentarité avec les actions des autres structures et événements que ces derniers fréquentent (exemple des centres sociaux, discosoupe, groupe d'achat responsable, etc.) ;
- se saisir des outils de communication pour faire voir ces complémentarités locales et sensibiliser collectivement.

Perspectives locales : idées, envies, aspirations

Si les enjeux de décloisonnement sectoriel sont importants, les envies de développer des pratiques de travail interinstitutionnelles sont présentes et exprimées afin de créer des ponts entre les thématiques identifiées relevant des enjeux du droit à l'alimentation. Les questions de gouvernance alimentaire et de projet alimentaire territorial sont des ambitions politiques non encore exprimées et développées sur le territoire.

Cependant, le territoire regorge d'initiatives et de ressources mobilisables. Si, par leurs tailles et échelles, elles paraissent souvent mineures et localisées, elles n'en demeurent pas moins primordiales dans l'acculturation des acteurs et des citoyens. D'autres, plus ambitieuses et prometteuses en termes de changement d'échelle, émergent : c'est le cas notamment du Foodlab installé depuis peu dans l'ancienne cuisine centrale de Goussainville. À vocation de rayonnement intercommunal et à la croisée de plusieurs politiques publiques (politique de la ville, développement économique/insertion par l'activité économique, économie sociale et solidaire, affaires sociales), cette initiative privée compte en effet un chantier d'insertion, un incubateur culinaire, une plateforme pédagogique et un espace de cook-working. L'ouverture d'une épicerie sociale et solidaire de façon concomitante sur ce même territoire représente à bien des égards des opportunités de rapprochement intéressants.

Au-delà, le droit à l'alimentation aurait vocation dans le temps à être approprié et revendiqué par les habitants eux-mêmes, au même titre que ceux du droit à la citoyenneté et du droit à la ville.



RETOUR SUR...

—
DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

bibliographie

Productions des Centres de Ressources Politique de la Ville

Une initiative citoyenne pour l'appropriation de l'environnement du quartier, le bien-manger et la convivialité de l'association les engraineurs, Pôle ressources ville et développement social, Sarcelles, fiche expérience, novembre 2017

<http://poleressources95.org/une-initiative-citoyenne-pour-lappropriation-de-lenvironnement-du-quartier-le-bien-manger-et-la-convivialite/>

L'épicerie sociale, du magasin solidaire à la dynamique de réinsertion, Pôle ressources ville et développement social, Ermont, fiche expérience, octobre 2015

<http://poleressources95.org/lepicerie-sociale-dermont-du-magasin-solidaire-a-la-dynamique-de-reinsertion/>

L'agriculture urbaine, une opportunité pour le développement local, Profession Banlieue, 2015

<http://www.professionbanlieue.org/L-agriculture-urbaine-une-opportunit%C3%A9-pour-le-d%C3%A9veloppement-local>

Alimentation, solidarité, santé : le goût du mieux vivre : Synthèse de la rencontre d'information et d'échanges du 20 novembre 2012, Ville au Carré, 2013

http://cosoter-ressources.info/doc_num.php?explnum_id=1870

Pour une alimentation de qualité : l'expérience de la Marmite urbaine à Vaulx-en-Velin, Labo Cités, fiche expérience, Sites & Cités n°38, novembre 2013

http://www.labo-cites.org/system/files/import/MarmiteUrbaine_Vaulx_1.pdf



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Agriculture de proximité, circuits courts : les territoires aquitains s'impliquent : Guide pour l'action, Pays et Quartiers d'Aquitaine, 2011
<http://pqn-a.fr/production/guide-laction-agriculture-de-proximite-circuits-courts-territoires-aquitains-simpliquent-2011/>

Textes institutionnels

Stratégie nationale de santé 2018-2022, Ministère des Solidarités, février 2018
<http://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/strategie-nationale-de-sante/article/la-strategie-nationale-de-sante-2018-2022>

Feuille de route de la politique de l'alimentation 2018-2022, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, janvier 2018
http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/action/piece-jointe/2018/02/egelim21dec_feuillerroutebd.pdf

Articles et revues

Peut-on réduire les inégalités sociales de santé en créant des environnements favorables à une alimentation saine ?, Pauline Ducrot, Corinne Delamaire (coord.), dossier, La santé en action, n°444, juin 2018
<http://inpes.santepubliquefrance.fr/SLH/pdf/sante-action-444.pdf>

Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire, guide pratique, FAO, 2008
<http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf>

Pourquoi faut-il aller au-delà de l'aide alimentaire ?, Dominique Paturel, European Anti Poverty Network France
http://www.academia.edu/14850403/Pourquoi_faut-il_aller_plus_loin_que_laide_alimentaire

Retours sur les origines du PNNS pour mieux envisager son avenir (s'il y en a encore un !), François Baudier, Société française de santé publique, 2017
http://www.sfsp.fr/images/docs/lire_et_ecrire/points_de_vue/pdv_pnnsbau1017.pdf

Soutenir les groupes d'achats alimentaires requiert une double stratégie, Urban Food Futures, 2017
<http://urbanfoodfutures.com/2018/01/04/groupes-achat-alimentaire/>



RETOUR SUR...

—
DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Une métropole à ma table. L'Île-de-France face aux défis alimentaires, Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France, 2017

<http://www.iau-idf.fr/savoir-faire/nos-travaux/edition/une-metropole-a-ma-table-lile-de-france-face-aux-defis-alimentaires.html>

Des systèmes alimentaires relocalisés plus durables : vers un accès à une alimentation de qualité pour tous, Julien Noel, Catherine Darrot, RIODD, 2016

<http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01349972/document>

Alimenter la ville, Traits d'agence n°27, 2016

http://www.fnau.org/wp-content/uploads/2016/04/TA27_HIVER_2015_V7-pages-simple-1.pdf

Histoire de l'aide alimentaire. En bout de courses ?, Dominique Paturel, Véronique Blanchot, conférence-débat Agrobiosciences, 2014

http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Cahier_Aide_alimentaire_DEF.pdf

Nouvelles formes de solidarité : les circuits courts, Dominique Paturel, Olivier Bachelard, 2014

http://www.academia.edu/19840604/Nouvelles_formes_de_solidarit%C3%A9_les_circuits_courts_-

Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la région Rhône-Alpes, Patrick Mundler, Économie rurale, 2013

<http://journals.openedition.org/economierurale/3983>

La fonction alimentaire des jardins associatifs urbains en question, Jeanne Pourias, Anne-Cécile Daniel, Christine Aubry, POUR, 2012

<http://www.cairn.info/revue-pour-2012-3-page-333.html>

Avis, études et rapports

L'alimentation : un nouvel enjeu de développement durable pour les territoires, Commissariat général au développement durable, 2017

<http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Th%C3%A9ma%20-%20L%27alimentation%20un%20nouvel%20enjeu%20de%20d%C3%A9veloppement%20durable%20pour%20les%20territoires.pdf>

Étude individuelle nationale des consommations alimentaires 3 (INCA 3), ANSES, 2017

<http://www.anses.fr/fr/system/files/NUT2014SA0234Ra.pdf>



RETOUR SUR...



DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Baromètre Ipsos-Secours populaire, 2018

<http://www.secourspopulaire.fr/barometre-ipsos-spf-2018>

Avis relatif à la révision des repères alimentaires pour les adultes du futur Programme national nutrition santé 2017-2021, Haut Conseil de la santé publique, 2017

<http://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=600>

Étude portant sur les modalités de distribution de l'aide alimentaire et d'accompagnement aux personnes développées dans ce cadre, Direction générale de la cohésion sociale, 2016

http://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_final_dgcs_vf_201611.pdf

Les dessous de l'assiette d'une personne accueillie. Analyse des besoins et souhaits des usagers de l'aide alimentaire au Secours populaire, Secours populaire français Île-de-France, 2015

http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Analyse_des_besoins_des_personnes_accueillies_et_temoignages_cle099c5b.pdf

Dépasser l'aide alimentaire pour aller vers l'accompagnement par l'alimentation, synthèse des travaux du groupe Alimentation, Uniopss, 2015

http://www.unaf.fr/IMG/pdf/plateforme_groupe_alimentation_uniopss.pdf

Favoriser l'accès pour tous à une alimentation de qualité, saine et équilibrée, Conseil économique, social et environnemental, Les Avis du CESE, 2014

<http://www.lecese.fr/travaux-publies/favoriser-laces-pour-tous-une-alimentation-de-qualite-saine-et-equilibree>

Se nourrir lorsqu'on est pauvre. Analyse et ressenti de personnes en situation de précarité, ATD Quart Monde, 2014

<http://www.atd-quartmonde.fr/wp-content/uploads/2016/07/Se-nourrir-lorsquon-est-pauvre.pdf>

Les inégalités socio territoriales de l'insécurité alimentaire dans l'agglomération parisienne et ses liens avec le surpoids et l'obésité, Judith Martin, Pierre Chauvin, rapport pour l'ARS, 2014

http://www.researchgate.net/profile/Judith_Martin-Fernandez/publication/265906136_Les_inegalites_socioterritoriales_de_l%27insecurite_alimentaire_dans_l%27agglomeration_parisienne_et_ses_liens_avec_le_surpoids_et_l%27obesite/links/54204dbe0cf241a65a1d64d4/Les-inegalites-socioterritoriales-de-linsecurite-alimentaire-dans-lagglomeration-parisienne-et-ses-liens-avec-le-surpoids-et-lobesite.pdf



RETOUR SUR...

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

Aide alimentaire et accès à l'alimentation des populations démunies en France, Conseil national de l'alimentation, avis n°72, 2012

http://www.cna-alimentation.fr/v2/wp-content/uploads/2017/03/CNA_Avis72.pdf

Alimentation favorable à la santé, Conseil national de l'alimentation, avis n°81, 2018

<http://www.cna-alimentation.fr/v2/wp-content/uploads/2018/09/CNA-Avis-81-Alimentation-favorable-%C3%A0-la-sant%C3%A9.pdf>

Outils : guides, recueils d'expériences, dossiers ressources

Alimentation et territoires : comment garantir localement une alimentation de qualité et accessible à tous ?, Fabrique Territoires Santé, dossier ressources, février 2018

http://www.fabrique-territoires-sante.org/sites/default/files/dossier_alimentation_et_territoires.pdf

Villes, agriculture et alimentation : expériences françaises, France urbaine, 2017

<http://franceurbaine.org/villes-agriculture-alimentation-experiences-francaises-une-nouvelle-publication-france-urbaine>

Recueil d'actions pour l'amélioration de l'alimentation en établissements hébergeant des personnes âgées, Ministère de l'Agriculture, 2017

http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/alimentation/pdf/Recueil_EHPAD_Web_Complet.pdf

Vade-mecum : encourager l'approvisionnement local, Association des Maires de France, Association des Départements de France, Régions de France, 2016

http://www.amf.asso.fr/upload/fichiers/documents/AMF_14640VADE_MECUM_ENCOURAGER_L_APPROVISIONNEMENT_LOCAL.pdf

L'alimentation au cœur des actions de promotion de la santé, Cultures & Santé, Focus Santé n°3, 2014

<http://www.cultures-sante.be/nos-outils/les-focus-sante/item/351-focus-sante-n-3-l-alimentation-au-coeur-des-actions-de-promotion-de-la-sante.html>

Fruits et légumes pour tous. Recueil d'expériences favorisant l'approvisionnement et la consommation de fruits et légumes des bénéficiaires de l'aide alimentaire, IREPS Languedoc-Roussillon, 2013

http://ddata.over-blog.com/2/42/32/99/Recherches-et-actions/recueil-d-experiences-fruits-et-legumes-pour-tous_V10sept.pdf



RETOUR SUR...

—

DE L'AIDE
ALIMENTAIRE AU
DROIT A
L'ALIMENTATION
- VAL D'OISE
(ILE-DE-FRANCE)

L'aide alimentaire des CCAS/CLAS en pratique, UNCCAS, 2011
<http://www.unccas.org/l-aide-alimentaire-des-ccas-cias-en-pratique#.WjjU01SdXOQ>

Podcasts et vidéos

Circuit court et aide alimentaire, France Culture – Terres à terres, 7 février 2015, 56min

<http://www.franceculture.fr/emissions/terre-terre/circuit-court-et-aide-alimentaire>

Comment la nourriture façonne nos villes ?, Carolyn Steel, TEDGlobal 2009, 15min34

http://www.ted.com/talks/carolyn_steel_how_food_shapes_our_cities?language=fr

Ressources numériques

Réseau national des centres de ressources Politique de la ville :
<http://www.reseau-crpv.fr/>

Fabrique Territoires Santé : <http://www.fabrique-territoires-sante.org/>

Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires (ANDES) : <http://andes-france.com/>

Centre de recherche et d'information nutritionnelle (CERIN) :
<http://www.cerin.org>

Manger bouger, espace professionnels du social :
<http://www.mangerbouger.fr/pro/social>

La matinée d'échanges « De l'aide alimentaire
au droit à l'alimentation : quelles collaborations
locales ? » s'est tenue le 13 septembre 2018,
avec le soutien de :

